

Charles Akande, rédacteur

## *Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture*

### **Éditorial : Rendez-vous en avril**

En se rendant à Davos, le directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, avait pour objectif de convaincre les ministres du Commerce de l'importance du système commercial multilatéral. La conclusion rapide du Cycle de Doha enverrait, selon lui, un signal de confiance au marché et concourrait ainsi à guérir l'économie mondiale souffrante. Personne n'était vraiment en désaccord sur ce point. Cependant, on continue de se demander quand cela sera possible; le nouveau représentant au Commerce américain, M. Ron Kirk, ne devrait pas être confirmé dans ses fonctions avant la mi-février, et presque tout le monde s'accorde à dire qu'il faudrait lui laisser suffisamment de temps pour recevoir ses directives du gouvernement Obama. Ce qui a fait l'unanimité, c'est l'importance cruciale de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement du G-20 qui se tiendra à Londres le 2 avril.

### **Mini-ministérielle de Davos**

Le 31 janvier, les principaux envoyés commerciaux de 18 pays<sup>1</sup> (en comptant l'UE comme un seul pays), qui assistaient à l'assemblée annuelle de 2009 du Forum économique mondial à Davos, on réitéré une fois de plus leur ferme volonté de conclure le Cycle de Doha, eu égard plus particulièrement à la situation économique et à la tourmente financière qui secouent actuellement le monde entier.

Au cours du traditionnel déjeuner informel offert par la conseillère fédérale suisse, M<sup>me</sup> Doris Leuthard, tous les ministres du Commerce<sup>2</sup> ont admis la nécessité de sauvegarder et de maintenir un système commercial multilatéral fondé sur des règles. Dans leur communiqué, les ministres sont convenus de ce qui suit :

1. Parvenir à une conclusion rapide, ambitieuse et équilibrée du Programme de Doha pour le développement (PDD), en prenant en compte « les importants progrès réalisés en 2008 vers la conclusion des modalités », qu'ils ont décrits comme fournissant « un fondement solide pour un règlement hâtif des différences restantes en 2009 ».
2. « S'abstenir d'ériger de nouvelles barrières au commerce des biens et services, d'imposer des nouvelles restrictions ou de mettre en œuvre des mesures de stimulation des exportations contraires aux règles de l'OMC et, dans la mesure du possible, maintenir les efforts pour créer de nouvelles possibilités de commerce et d'investissement. » Il s'agissait d'une répétition de l'engagement pris lors de la réunion du G-20 du 15 novembre à Washington, que de nombreux pays n'ont pas respecté (lire l'article qui s'y rapporte).
3. Soutenir les efforts déployés par l'OMC pour vérifier « la mise en œuvre des nouvelles politiques commerciales », dans la perspective de maintenir l'ouverture des marchés.

### **La crédibilité inquiète**

Après la réunion, M<sup>me</sup> Leuthard a déclaré que les membres de l'OMC « ont un problème de crédibilité », parce qu'année après année, ils se débattent avec les mêmes problèmes sans être en mesure de conclure le PDD. Elle a déclaré que cette année cependant, les membres sont en meilleure position pour réaliser cet exploit, car « 80 % du travail est déjà fait ». Elle a recommandé que les membres concluent rapidement le Cycle de Doha afin d'exercer une influence favorable sur la situation économique mondiale. « Nous convenons tous que le commerce est un élément de la solution. Le commerce est un stimulant économique qui exerce un effet multiplicateur – nous devons donc conclure le Cycle de Doha », a-t-elle déclaré.

<sup>1</sup> Australie, Brésil, Canada, Chine, Égypte, Commission européenne, Chine-Hong Kong, Inde, Indonésie, Japon, Corée, Mexique, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud, Suisse, Tanzanie, Émirats arabes unis et États-Unis.

<sup>2</sup> Parmi les 18 pays, tous à l'exception de la Chine, de la Chine-Hong Kong et des États-Unis étaient représentés au niveau ministériel. Le Canada était représenté par son ministre du Commerce international et de la Porte d'entrée de l'Asie-Pacifique, M. Stockwell Day.

M<sup>me</sup> Leuthard a également mis en garde contre l'éventuelle réaction en chaîne que de nouvelles mesures protectionnistes pourraient engendrer. « Chacun de nous subit des pressions protectionnistes chez lui, et nous devons y résister », a-t-elle exhorté, avant de demander que les ministres se réunissent plus fréquemment en 2009, à commencer par une conférence ministérielle qui se déroulera en même temps que la deuxième Conférence des chefs d'État et de gouvernement du G-20 à Londres, le 2 avril, suivie de près par une autre en marge de la Conférence ministérielle de l'OCDE, les 24 et 25 juin, avant que M. Lamy « nous invite probablement à Genève en juillet ».

## **La Conférence du G-20 du 2 avril est considérée comme le point tournant**

Faisant siens les propos de M<sup>me</sup> Leuthard, le directeur général, M. Lamy, a insisté que la conclusion du PDD est « un élément urgent et crucial de l'ensemble des mesures de stimulation » et a prévenu que de jeter les ouvertures commerciales « avec l'eau du bain » serait une grave erreur. Le monde a grand besoin de confiance, a-t-il expliqué, et les membres se trouvent devant « un fruit qui est à portée de main » qu'ils pourraient cueillir si seulement la volonté politique le permettait. Tout comme M<sup>me</sup> Leuthard et le ministre des Affaires étrangères du Brésil, M. Celso Amorim, M. Lamy a décrit le sommet du G-20, qui se déroulera le 2 avril à Londres, comme la prochaine date cruciale pour faire avancer le PDD. Si le nouveau représentant au Commerce américain est prêt à ce moment, M. Lamy commencera les préparatifs pour la prochaine Conférence ministérielle.

## **La lutte contre le protectionnisme**

Le DG a admis que les pays ont subi, au plan intérieur, des pressions pour mettre en œuvre des mesures protectionnistes. Il reconnaît que la situation actuelle exige une forme quelconque de protection, « mais non le genre qui aggraverait la situation ». Les ministres ont besoin d'une image radar des mesures protectionnistes qui sont en train d'être mises en place; l'OMC les suivra et en fera rapport au moins jusqu'en avril.

## **L'OMC doit faire office de « chien de garde »**

Jusqu'à présent, aucune mesure protectionniste spectaculaire n'a été mise en place, si ce n'est de quelques « points noirs » a déclaré M. Lamy, faisant allusion à divers ensembles de mesures de sauvetage qui sont à l'étude dans plusieurs pays<sup>3</sup> et à la décision de la Russie d'accroître les tarifs sur les véhicules importés. En fait, dans le premier rapport de l'OMC, qui a été diffusé le 23 janvier, M. Lamy prétend que « à ce jour, la plupart des membres de l'OMC semblent avoir réussi à maîtriser les pressions protectionnistes intérieures (car) il n'y a eu que des preuves limitées d'une augmentation des barrières tarifaires et non tarifaires ou des recours commerciaux ».

Cependant, le nombre de pays qui ont haussé leurs droits a fortement augmenté depuis le sommet du G-20 du 15 novembre, au cours duquel les pays se sont engagés à s'abstenir d'ériger de nouvelles barrières au commerce au cours des 12 prochains mois. Dans son rapport, l'OMC désigne : l'Inde, qui a augmenté ses droits d'importation sur l'acier; l'Équateur, qui a augmenté les tarifs sur 940 produits, notamment les marchandises agricoles; l'Argentine, qui a imposé des exigences d'obtention de permis pour certains produits; et l'UE, qui a rétabli les subventions à l'exportation pour le fromage, la poudre de lait écrémé et le beurre, entre autres produits. D'autres membres de l'OMC, notamment la Corée, les membres du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) et l'Indonésie ont également mis en œuvre un genre ou l'autre de mesures protectionnistes.

Les chefs d'État et de gouvernement du G-20 devront inévitablement prendre ces événements à bras-le-corps le 2 avril, a déclaré M. Lamy, en ajoutant que l'OMC s'efforcera de fournir aux dirigeants un tableau clair de tout ce qui s'est fait jour depuis leur déclaration du 15 novembre. « Nous les confronterons à ce qui s'est effectivement passé », a-t-il affirmé.

Le ministre des Affaires étrangères du Brésil, M. Celso Amorim, s'inscrit en faux avec ce qui, selon M. Lamy, devrait être le dans le point de mire de l'OMC. « La surveillance... ne devrait pas être ce sur quoi l'OMC se concentre; elle devrait conclure le Cycle. Tous les autres éléments peuvent être de quelque secours, mais pas autant que la conclusion du Cycle », a déclaré le ministre brésilien.

<sup>3</sup> Les États-Unis, le Canada, l'Allemagne, la France, l'Australie, l'Argentine, la Corée du Sud, la Chine et la Suède ont annoncé des ensembles de mesures de sauvetage pour leur industrie automobile.

## La controverse « Achetez américain »

Le sujet commercial dont tout le monde parlait à Davos était la disposition « Achetez américain » que la Chambre des représentants américaine a accepté d'adopter dans le dernier en date des ensembles de mesures de stimulation. La disposition précise que seul l'acier produit par les États-Unis devrait être utilisé dans l'ensemble de mesures de stimulation de 90 milliards de dollars consacré à des projets tels que les routes, les chemins de fer et d'autres éléments d'infrastructure. Le projet de loi a été adopté, malgré une forte opposition de la Chambre de commerce américaine et d'entreprises multinationales qui craignent que cette disposition ne soit considérée comme étant incompatible avec les règles de l'OMC, et que d'autres pays usent de mesures de rétorsion, notamment en boutant les entreprises américaines hors de leur marché.

Lors d'un débat en groupe sur le commerce qui s'est déroulé à Davos, les ministres Amorim et Leuthard ont déclaré tous deux que la disposition était contraire aux règles de l'OMC et qu'elle exerçait un « effet massif de distorsion des échanges ». Le DG, M. Lamy, a évité la controverse en déclarant simplement que le gouvernement Obama examine soigneusement cette clause. Il a dit espérer que le Sénat américain étudiera très soigneusement la disposition afin que les États-Unis mettent en place un ensemble de mesures de stimulation qui soit compatible avec leurs engagements commerciaux internationaux.

## Groupe de négociation sur l'AMNA

Le 28 janvier, le président du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA), l'ambassadeur de Suisse, M. Luzius Wasescha, a tenu une réunion ouverte de l'ensemble des membres, afin de faire le bilan des négociations sur l'AMNA et de préparer le plan de travail de 2009 du groupe.

M. Wasescha a déclaré qu'il souhaite travailler avec les membres à l'élaboration de leur plan d'action pour les prochaines semaines et les prochains mois. Il a proposé que le travail immédiat se concentre sur la grande quantité de travail technique en attente, et de réserver pour plus tard les questions qui exigent des décisions politiques. Ce travail technique pourrait porter sur les négociations sectorielles, les barrières non tarifaires, l'établissement des listes des engagements et les « problèmes propres aux pays ».

## Réactions

La plupart des membres ont évoqué la nécessité d'éviter une longue période d'hibernation et ont accepté la proposition du président de commencer le travail technique en prenant appui sur le projet de texte de modalités pour l'AMNA de décembre 2008 comme référence. Cependant, quelques pays en développement étaient sceptiques à l'égard du plan proposé par le président, et ont demandé qu'il soit présenté pour que l'on parvienne à un consensus avant qu'il soit mis en œuvre. La Chine a déclaré qu'elle était prête à donner suite aux propositions du président, mais a rejeté les tentatives de modifier le mandat à l'égard de la participation volontaire aux initiatives sectorielles. On prévoit que M. Wasescha présentera le programme de travail au groupe lors de la prochaine réunion, pendant la deuxième moitié de février.

## Prochains événements

- Conseil général, 3-4 février, 27-28 mai, 28-29 juillet, 13-14 octobre, 17-18 décembre 2009
- Deuxième conférence du G-20, 2 avril 2009 (Londres)
- Nomination officielle du DG de l'OMC, 31 mai 2009
- Élections générales en Inde, mai 2009 (au plus tard)
- Élections de l'UE, 7 juin 2009
- Conférence ministérielle de l'OCDE, 24-25 juin 2009 (Paris)
- Sommet du G-8, 8-10 juillet 2009 (La Maddalena, Italie)